

Connectez-moi !

*Fabrice Mattatia*

*préface d'Alain Bobant*

# LOI et INTERNET

*Un petit guide civique et juridique*



EYROLLES

© Groupe Eyrolles, 2014,  
ISBN : 978-2-212-13716-3

# Table des matières

## Avant-propos 1

Redécouvrir les concepts d'Internet 2

Rappel sur les abonnements à Internet 3

RAPPEL TECHNIQUE Le débit 3

Triple play, quadruple play 4

Internet mobile 5

JURISPRUDENCE Droit des FAI à proposer des contenus exclusifs 5

DROIT DES CONSOMMATEURS Qu'est-ce qu'un abonnement illimité ? 6

La neutralité du Net 6

DÉFINITION La neutralité du Net 7

Le financement du Net 9

## 1. La liberté d'expression sur Internet 11

La liberté d'expression, un droit fondamental, mais pas absolu 12

QUI EST CONCERNÉ SUR INTERNET ? Tout le monde ! 13

CONFLIT DE DROITS La liberté d'expression dans la loi américaine 13

Les abus dont la loi vous protège 14

La diffamation et l'injure 14

LA MISE À JOUR DES LOIS La loi de 1881 modifiée 14

DÉFINITIONS Allégation, imputation, invective 15

EN DÉTAIL Les jurisprudences 16

RAPPEL La hiérarchie des tribunaux 16

Diffamation ou injure, il faut choisir 17

Diffamation et injure publiques envers des personnes 17

EN DÉTAIL Les différentes sanctions financières 17

EN DÉTAIL Le sursis 18

Et envers l'employeur ? 19

CONCLUSION Facebook, espace public ou privé ? 20

Et envers la police ? 20

Et les injures privées ? 21

La codification 21

PROCÉDURE Le référé 21

Jurisprudence concernant Google Suggest 22

Des délits qu'on souhaite rares... 23

Le délit d'incitation 23

Recherche des auteurs de tweets antisémites 23

Condamnation du responsable d'un blog sur lequel  
des commentaires racistes ont été publiés 24

Condamnation des auteurs de pages incitant à la violence  
contre un handicapé 24

L'apologie de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité,  
l'appel au terrorisme 24

DÉFINITIONS Apologie et négationnisme 25

Condamnation pour article justifiant un massacre 25

Le négationnisme 25

La possibilité de prouver les faits (exception de vérité) 26

Délai de prescription et droit de réponse 27

Un délai trop court ? 27

DÉFINITION Le délai de prescription 27

Refus du tribunal de contourner la prescription 28

Quel est le point de départ du délai de prescription ? 28

Le droit de réponse 29

Qui peut l'exercer ? 29

Quelles modalités ? 30

Publication de la réponse 31

Condamnation pour non-publication d'un droit de réponse 31

La responsabilité de ses actes, un principe 32

Obligation d'identification pour les professionnels, anonymat partiel  
toléré pour les particuliers 32

Sites web professionnels 32

Sites web personnels 33

Le directeur de la publication 33

La responsabilité en cascade 34

Modérer ou ne pas modérer ? 35

- DÉFINITION Le producteur 35
  - La responsabilité du producteur 36
  - Confirmation de la limitation de responsabilité du producteur 37
- EN DÉTAIL Le Conseil constitutionnel 37
  - Jurisprudence sur le directeur de la publication 38
- Responsabilité des mineurs 38
  - Comment signaler un contenu illicite ? 39
- Les responsabilités de l'hébergeur 39
  - DÉFINITION L'hébergeur 40
  - Contrôle de la légalité des contenus 40
    - DÉFINITIONS La distinction éditeur/hébergeur 40
    - PRÉCISION Avis du Conseil constitutionnel 41
    - Jurisprudences concernant les responsables de forum 42
    - FORMALISME La notification 42
    - EXTRAIT DU JUGEMENT Forum non modéré ou modéré a posteriori 43
    - La réapparition de contenus illicites supprimés 43
    - DÉFINITION Le droit prétorien 44
    - À SUIVRE Portée de l'obligation 45
  - Conservation des données de connexion 46
    - Applicabilité aux services web non européens 46
  - Obligation de lutte contre les contenus illégaux 47
    - Applicabilité aux services web non européens 47
- Le respect des droits d'auteur 47
  - L'exception d'enseignement 48
  - L'exception de parodie 48

## **2. Que deviennent vos données personnelles ? 49**

- L'émergence de la vie privée 50
  - LA VIE PRIVÉE Une notion récente 50
- De la vie privée aux données personnelles 52
  - DROIT INTERNATIONAL Les textes fondamentaux 52
  - DÉFINITION Qu'est-ce qu'une donnée personnelle ? 54
- La valeur des données personnelles 54
  - PERSPECTIVES La valeur des données personnelles 56
  - DÉTAIL Les propriétés du droit de propriété 57
  - INNOVATION Yes Profile 57

## Les principes fondamentaux de la protection des données personnelles 58

Information et consentement 58

Droit d'accès, de modification et d'opposition 58

Finalité du traitement 58

Qualité des données 59

Sécurité des données 59

Limitation de la durée de conservation 59

Protection des données « sensibles » 59

CAS PARTICULIER Les associations religieuses, partis politiques, syndicats 59

Limitation de l'exportation hors de l'Union européenne 60

JURISPRUDENCE La diffusion sur Internet 60

## Champ d'application de la loi 60

Les traitements concernés par la loi 60

JURISPRUDENCE Accès manuel à des données 61

JURISPRUDENCE Utilisation d'un appareil informatique 62

Le champ territorial de la loi 62

Des conditions de localisation restrictives 62

À RETENIR Un champ territorial restreint 63

Application de la loi française aux services web établis hors de l'Union européenne 64

JURISPRUDENCE Application à Yahoo! des lois françaises 64

LA LOI Le droit à la vie privée 66

PERSPECTIVE Un moyen d'appliquer la loi aux services basés hors d'Europe ? 67

## Les droits de l'internaute 68

Droit de consentement 68

ZOOM Le spam 68

Droit d'opposition 69

EN PRATIQUE Le droit d'opposition, mirage ou épouvantail ? 69

Droit d'accès et de rectification 70

EN PRATIQUE Comment réagir en cas de spam ? 70

EN PRATIQUE Max Schrems et Facebook 71

Comment faire valoir ses droits ? 72

## Les devoirs du créateur de site web 73

Formalités administratives 73

ZOOM Condamné pour non-déclaration de site web 73

Devoir d'information 74

**Sécurité des données 75**

LIMITATION DE RESPONSABILITÉ Une obligation de moyens 75

**Prospection commerciale 76****Les cookies 77**

ZOOM Les cas de prospection non encadrés par la loi 77

ZOOM Opt-out et opt-in 78

**Conservation des données de connexion et de localisation 79****Sanction encourues en cas****de non-respect de la loi 80**

LA LOI Les obligations de conservation 80

ZOOM Deux voies de sanction 81

ZOOM Droit d'Internet et droit général 82

**Jurisprudences 83****Condamnation pour mise en ligne de photos intimes 83****Sanctions pour spam 84**

DISCUSSION Comment interpréter cette condamnation ? 84

**Accès à des données personnelles non sécurisées 85**

DÉTAIL Les différentes demandes de la CNIL non satisfaites par JPSM 85

**Avertissement pour défaut de sécurité d'un site 87****3. La e-réputation 89****L'exposition sur les réseaux sociaux 89**

EXEMPLE La suppression de compte chez Facebook 90

EXEMPLE Les publications des amis chez Facebook 91

**Des conséquences parfois douloureuses 92**

LE DROIT Les réseaux sociaux sont bien par nature soumis à la loi sur les données personnelles 92

**Les données divulguées à l'insu****de la personne concernée 95****Les recours en cas de publication par un tiers 95****La collecte de données par les sites web 97****Avatars et anonymat 98****Le droit à l'anonymat 98****Le mensonge comme technique de protection 100****Une tendance ancienne... 100****... qui se perpétue 102**

L'utilisation de réseaux anonymisés 103

L'identité numérique 104

LE DROIT La loi sur la protection de l'identité 105

L'usurpation d'identité 105

Le droit général 105

Le droit spécifique à Internet 107

ZOOM Le faux Alain Juppé 109

La preuve d'identité sur Internet 110

Les usages de l'identité numérique 111

ZOOM Les enjeux 111

Les solutions techniques 112

DÉTAIL Et la France ? 113

LE POINT DE VUE DU SPÉCIALISTE Olivier Itéanu, avocat à la Cour d'appel de Paris, fondateur de la société d'avocats Itéanu, chargé d'enseignement aux universités de Paris XI et de Paris I, représentant européen auprès de l'ICANN 116

## 4. Les droits d'auteur 119

À l'origine de la propriété intellectuelle 119

Propriété littéraire et artistique : encadrement de la reproduction 121

Qui est concerné ? 121

Droit d'auteur sur une photo 122

Droit d'auteur sur un tableau 123

Les droits de divulgation et d'exploitation 123

Les droits moraux de l'auteur 123

Les droits patrimoniaux 123

Les droits voisins 124

Les exceptions 124

Les copies transitoires 126

Licences, logiciels et données libres 126

Condamnation pour concurrence déloyale via une revue de presse 127

ZOOM Les données généalogiques 127

Condamnation pour contrefaçon de dessins de Tintin 128

Lourde condamnation pour mise à disposition de musique sans autorisation 128

Lourde condamnation pour reproduction non autorisée de photos et de catalogues 129

Les DRM, les téléchargements illégaux et HADOPI 129

L'encadrement de la copie privée 130

Les DRM 131

DÉBAT Les clés du Blu-Ray 131

DÉBAT Les barèmes 131

DÉBAT Les contradictions du dispositif 132

Les mesures pénales 132

Le téléchargement illégal et HADOPI 133

DROIT Les autorités administratives indépendantes 133

JURISPRUDENCE 133

DÉTAIL Le peer-to-peer (P2P) et le streaming 134

TECHNIQUE L'adresse IP 134

Les logiciels, sites web et bases de données 136

BILAN HADOPI 2010-2012 136

DÉTAIL Le cas des auteurs salariés 137

JURISPRUDENCE La paternité d'un logiciel 138

DÉFINITION Le droit prétorien 138

PRÉCISION La limite du droit d'observation 139

Revente de logiciels d'occasion 140

Vente liée de l'ordinateur et du système d'exploitation 140

Comment protéger les droits sur un site web ? 141

JURISPRUDENCE Le cas des sous-traitants 142

Le nom de domaine 142

TECHNIQUE L'adresse URL 143

Condamnation pour enregistrement d'un domaine au nom d'un concurrent 144

Contrairement au nom, le prénom n'ouvre aucun droit 144

Condamnation pour cybersquatting 145

Un nom de domaine trop peu original n'est pas protégé 145

## 5. Les transactions en ligne 147

L'achat en ligne 148

RAPPEL Des débuts peu attirants 148



NOUVEAU Les pharmacies en ligne 149

Identification du prestataire 149

PRÉCISION Le numéro de téléphone est-il vraiment obligatoire ? 150

Détail de l'offre 150

POLÉMIQUE Les prix sont-ils vraiment plus intéressants sur Internet ? 151

Responsabilité du prestataire 152

DÉTAIL Les réclamations 152

Délai de livraison 153

PRÉCISION Les places de marché et les sites de vente entre particuliers 153

Garanties 155

La conclusion de l'achat 156

Information du consommateur 156

Droit de rétractation 157

ATTENTION Évolutions en cours 157

DÉFINITION Jour franc 157

EXCEPTIONS au droit de rétractation 158

Courriels publicitaires et offres promotionnelles 159

JURISPRUDENCE Contrat d'assurance conclu à distance 159

Après de qui se tourner en cas de litige ? 160

SANCTION Le spam 160

LE POINT DE VUE DU SPÉCIALISTE Marc Lolivier, délégué général de la Fevad  
(Fédération du e-commerce et de la vente à distance) 161

Le paiement en ligne 163

PRÉCISION Faut-il déclarer son compte PayPal au fisc ? 163

Le paiement par carte bancaire 164

ZOOM Le cryptogramme visuel et le code PIN 164

PRÉCISION Le risque d'abus 165

SÉCURITÉ 3D Secure 166

JURISPRUDENCE Protection du client en cas d'usage du code PIN 167

Les ventes entre particuliers 168

Les obligations du vendeur particulier 168

JURISPRUDENCE Une moindre protection de l'acheteur 169

Le vendeur particulier doit-il déclarer ses ventes au fisc ? 169

Jurisprudences sur les ventes via eBay 170

Les autres transactions financières en ligne 172

La banque en ligne 172

PRÉCISION La signature électronique 173

La monnaie électronique 174

Les jeux en ligne 175

## 6. Internet dans la vie professionnelle 177

L'usage d'Internet au bureau à titre personnel 178

PRÉCISION La liste des « favoris » dans le navigateur 179

Le filtrage des accès internet 179

JURISPRUDENCES La consultation de sites pornographiques au bureau 179

L'accès de l'employeur aux fichiers et aux courriels 180

JURISPRUDENCE L'accès de l'employeur aux documents professionnels du salarié est un droit 181

Comment intituler les éléments personnels ? 183

JURISPRUDENCE Les dossiers « manifestement personnels » 183

L'accès de l'employeur aux documents personnels 184

Travailler chez soi ou avec son matériel ? 185

Le BYOD 185

PRATIQUE Comment encadrer le BYOD ? 186

LE POINT DE VUE DU SPÉCIALISTE François Coupez, avocat à la Cour, associé au cabinet Caprioli & Associés, chargé d'enseignement à l'université Paris II 187

Le télétravail 189

JURISPRUDENCE L'employeur ne peut pas imposer la cessation du télétravail 190

Comment parler de son employeur sur les réseaux sociaux ? 191

Diffamation publique de l'employeur 191

Divulgaration d'informations confidentielles 192

JURISPRUDENCE Condamnation pour violation du contrat de travail 192

JURISPRUDENCE Facebook, espace public ou privé 192

## 7. La cybercriminalité 193

Les attaques contre les systèmes informatiques 193

Accès ou maintien frauduleux dans un STAD 194

HISTORIQUE La loi Godfrain (1988) 194

LA LOI L'article 323-1 du Code pénal 195

Condamnation des accès frauduleux, même à des fins ludiques ou de test 196

Condamnation des accès frauduleux à des fins répréhensibles 197

Condamnation pour copie d'un site web 199

- LA LOI L'article 323-6 du Code pénal 199
- L'accès à un système non sécurisé 200
- Entrave au fonctionnement d'un STAD 201
- À RETENIR Que conclure ? 201
- LA LOI L'article 323-2 du Code pénal 202
- Condamnations pour entrave volontaire 203
- Condamnations pour entrave involontaire 203
- Modification frauduleuse des données d'un STAD 204
- LA LOI L'article 323-3 du Code pénal 204
- Condamnations pour attaques informatiques 205
- La répression de la fraude informatique organisée 206
- Peut-on chercher et publier des failles de sécurité ? 208
- Les attaques contre les internautes 209
- Le phishing 209
- LA LOI L'article 313-1 du Code pénal 211
- LA LOI Autres articles utiles 211
- Condamnation pour escroquerie et accès frauduleux à un STAD 212
- Condamnation pour contrefaçon 213
- L'efficacité de l'arsenal juridique ? 214
- ZOOM Le recours au droit des marques est-il légitime ? 214
- Le spam 215
- La position de la CNIL 216
- LA LOI L'article L34-5 du CPCE 216
- Signaler un spam 217
- La répression du spam 218
- Que faire face à une infraction informatique ? 220
- Signaler une infraction 220
- Déposer une plainte 221

## Index 225